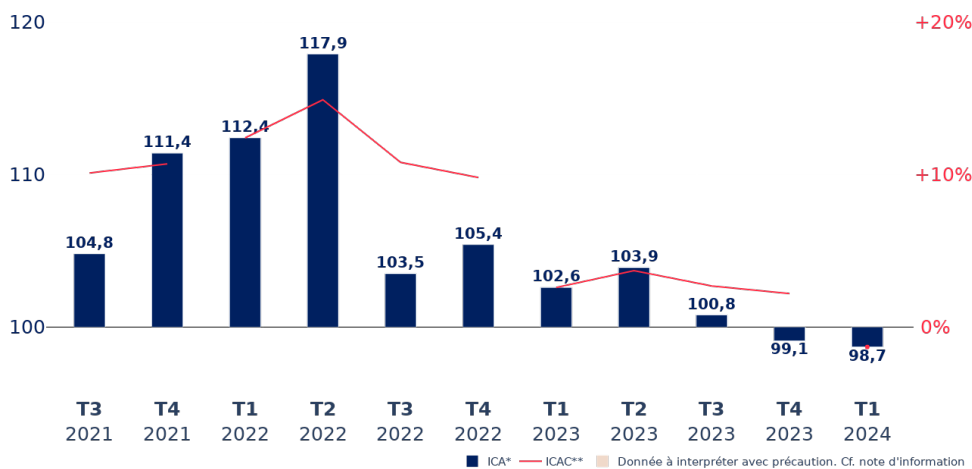


L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

Au 1er trimestre 2024, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 75 000 TPE-PME de Provence-Alpes-Côte d'Azur de notre échantillon est de 98,7 soit une diminution de 1,3% en valeur du chiffre d'affaires (CA) par rapport au 1er trimestre 2023. Il s'agit du second trimestre consécutif de baisse d'activité pour les entreprises de la région. Cette performance les place au dernier rang du classement national avec un résultat inférieur de 1,3 point à la moyenne française.

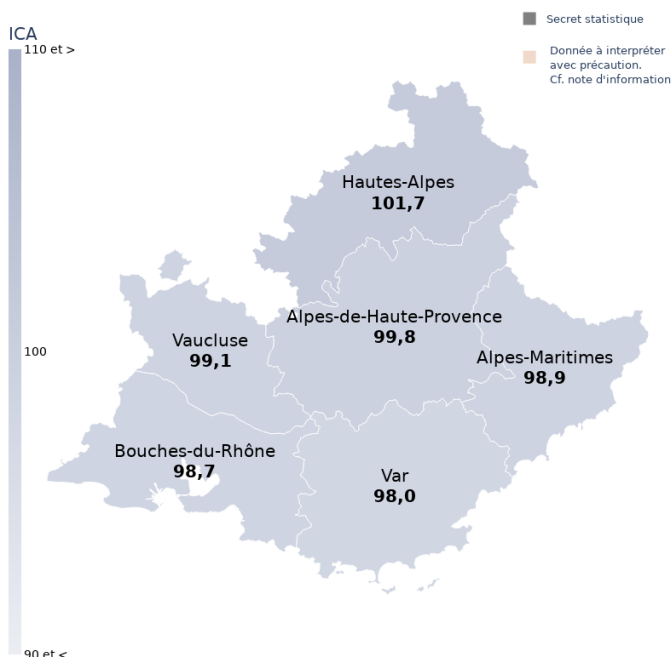
Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'Insee, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3% en mars 2024 sur les 12 derniers mois. Le taux d'inflation tend donc à se réduire après les fortes croissances de 2023, notamment avec le ralentissement de la hausse des prix sur l'alimentation, des services, du tabac de l'énergie et des produits manufacturés. Il garde un impact sur le CA en valeur mais celui-ci est plus limité.



-1,3 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023

La Carte de la région



L'évolution de l'activité trimestrielle par département

- Lors du 1er trimestre 2024, seul un département sur les six que compte la région a enregistré une progression d'activité par rapport au 1er trimestre 2023.
- Les entreprises des Hautes-Alpes (+1,7% en valeur) affichent une croissance de leur CA. Quant aux structures des Alpes-de-Haute-Provence (-0,2%), elles voient leur activité légèrement diminuer. Celles du Vaucluse (-0,9%), des Alpes-Maritimes (-1,1%), des Bouches-du-Rhône (-1,3%) et du Var (-2%) affichent des performances inférieures à la moyenne régionale (-1,3%).

*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR

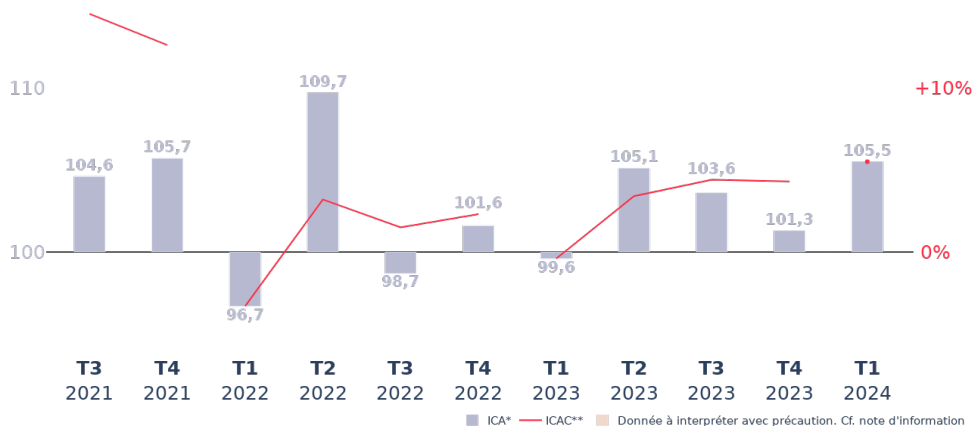


Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (1071C)

Les 707 TPE-PME de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon enregistrent une hausse de CA de 5,5% (en valeur) au 1er trimestre 2024 comparativement au 1er trimestre 2023. Cette augmentation démontre la capacité des entreprises du secteur à faire face à l'inflation. En effet, si le taux d'inflation tend à se réduire, les prix restent à un niveau élevé et impactent toujours le secteur, très consommateur d'énergie et de matières premières. Par ailleurs, les boulangeries-pâtisseries artisanales font également face à la concurrence grandissante des boulangeries industrielles, ou des grandes surfaces alimentaires, qui proposent des produits à des prix moins élevés grâce à la vente en grande quantité. Mais l'élargissement de l'offre, notamment le développement de la restauration salée et des boissons, constitue un moteur de croissance pour toutes les structures du secteur.

+5,5 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023

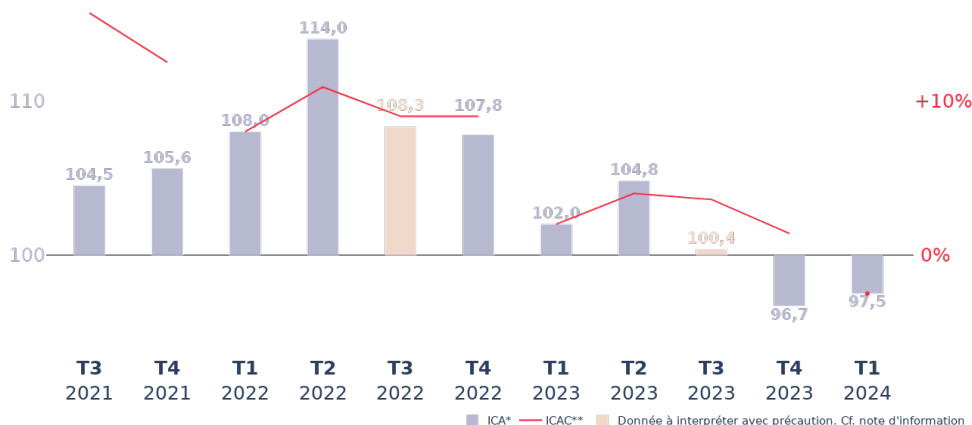


Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux (4322A)

Les 1 162 entreprises régionales de plomberie de l'échantillon voient leur activité se réduire pour le deuxième trimestre consécutif : -2,5% en glissement annuel lors du 1er trimestre 2024 après -3,3% lors du 4e trimestre 2023. Les plombiers ne bénéficient plus de la bonne dynamique de l'entretien-rénovation et subissent l'écroulement du logement neuf et du non-résidentiel.

-2,5 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023

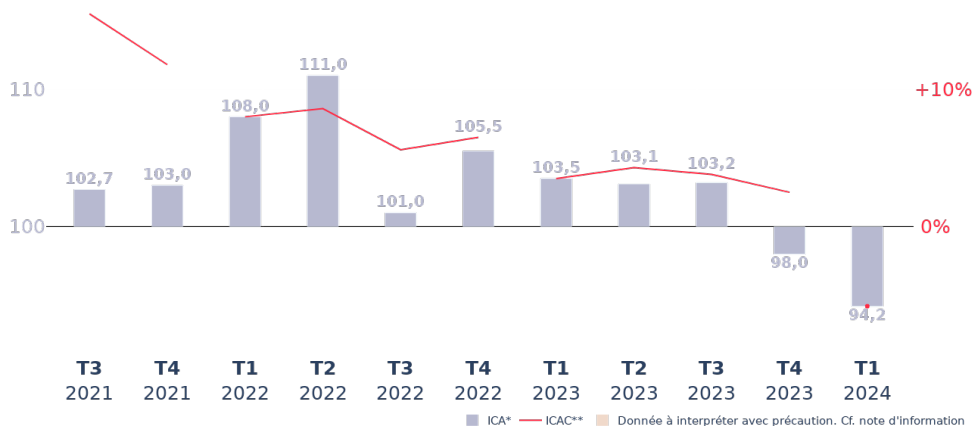


Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (4399C)

Les entreprises de maçonnerie restent les plus touchées du secteur du bâtiment par l'effondrement du logement neuf et du non-résidentiel. Les 2 589 structures de l'échantillon affichent un CA en recul de 5,8% au 1er trimestre 2024, après la baisse de 2% du 4e trimestre 2023. Dans ce contexte, les défaillances sont en forte croissance comme le constate Altares, qui révèle une hausse de leur nombre de près de 30% pour les entreprises du gros oeuvre, par rapport au 1er trimestre 2023.

-5,8 %

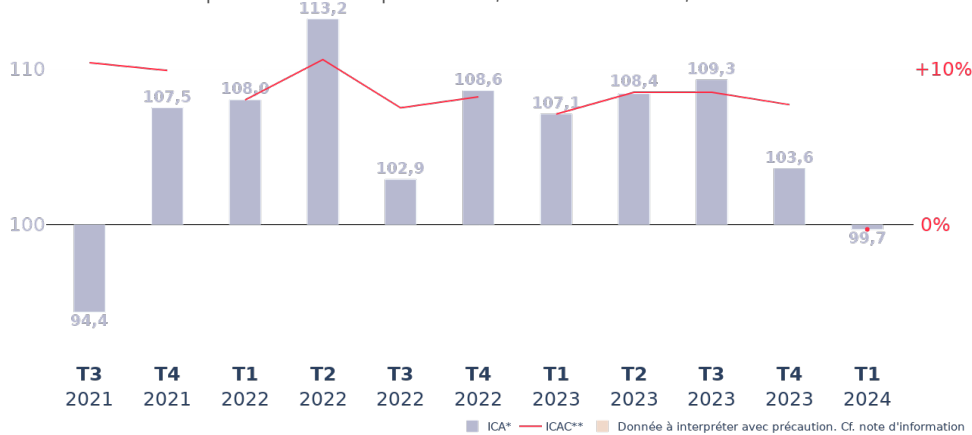
de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023





Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (4520A)

Les 1 732 TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon voient leur activité légèrement diminuer en valeur au 1er trimestre 2024 (-0,3%) après neuf trimestres consécutifs de hausse. Il convient de prendre en compte dans l'analyse de ce résultat que l'effet de base était défavorable, l'activité ayant fortement augmenté dans la région au 1er trimestre 2023 (+7,1% en valeur). Au niveau national, le résultat du secteur est supérieur (+2,9% en valeur par rapport au 1er trimestre 2023). Selon le baromètre Mobilians-Solware, le CA du secteur en France reste porté par l'augmentation des prix liée à la hausse du coût des pièces mais aussi à celle du coût de la main d'œuvre qui progresse encore plus vite. De plus, les paniers moyens enregistrés dans les ateliers de mécanique et de carrosserie ont augmenté en janvier et février de respectivement +5,8% et +5% par rapport à 2023, en raison du vieillissement du parc automobile passé de 11,2 ans en 2014 à 12,5 ans en 2023.



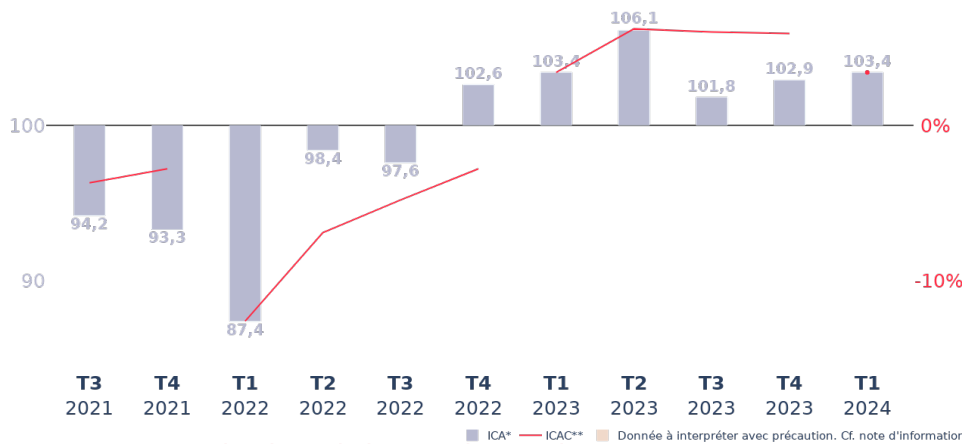
-0,3 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé (4722Z)

Les 387 commerces de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé de l'échantillon affichent une augmentation de CA de 3,4% en valeur au 1er trimestre 2024. Malgré ce bon résultat pour la région, le cabinet d'études Xerfi prévoit une croissance modérée du CA du secteur en France en 2024 (+2 % en valeur). Selon Xerfi, le ralentissement de l'inflation ne devrait pas déboucher sur de substantiels gains de pouvoir d'achat pour les ménages. Les arbitrages de consommation défavorables à l'achat de viandes et produits carnés devraient ainsi perdurer dans certains foyers, et d'autant plus en boucherie où la marchandise est plus onéreuse.



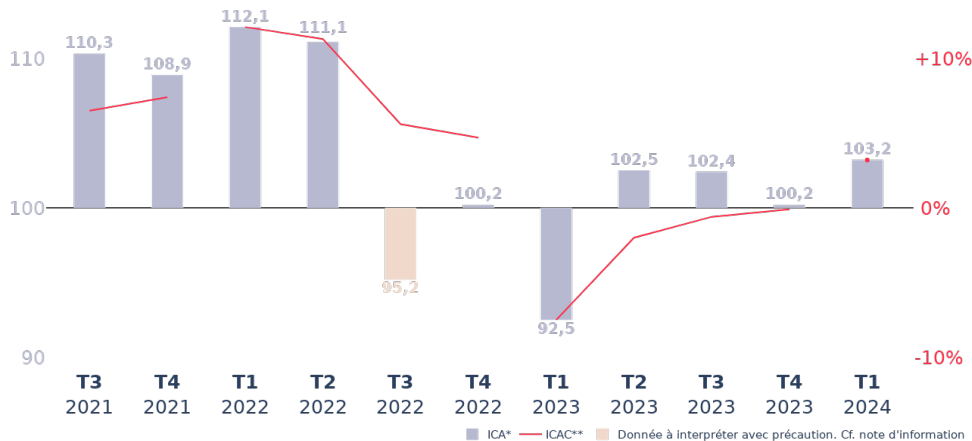
+3,4 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (4773Z)

Les 948 pharmacies de l'échantillon enregistrent un quatrième trimestre consécutif de croissance : +3,2% en valeur au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023. Cette hausse est en partie liée à un effet de base favorable, avec la nette baisse d'activité enregistrée un an plus tôt dans la région (-7,5%). La diminution du nombre de pharmacies se confirme selon le site vie-publique.fr : chaque mois, ce sont 25 pharmacies qui ferment et le pays a perdu près de 4 000 pharmacies entre 2007 et 2023. Cette baisse renforce la désertification médicale qui ne doit pas uniquement être regardée sous l'angle de l'accès difficile aux médecins. Par ailleurs, selon l'ANSM, à fin janvier 2024, près de 5 000 signalements de rupture ou risques de rupture étaient enregistrés, soit une hausse de plus de 30% par rapport à 2022.



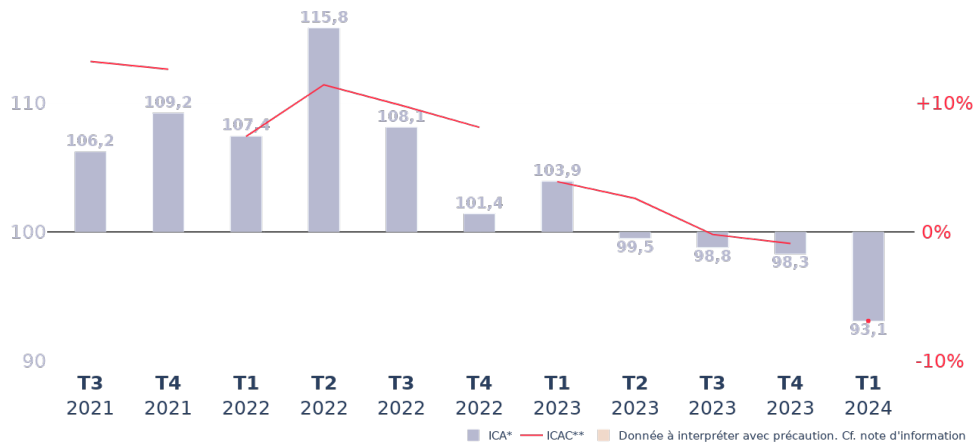
+3,2 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Transports routiers de fret de proximité (4941B)

Les 414 TPE-PME des transports de fret de proximité de notre échantillon affichent un quatrième trimestre consécutif de baisse de leur CA : -6,9% en valeur au 1er trimestre 2024. La baisse de la consommation des ménages pèse sur la demande de transport de marchandises dans un contexte inflationniste tendu. Les prix élevés des carburants impactent également les marges et la trésorerie des entreprises du secteur. Par ailleurs, selon une note Xerfi Risk, les transports routiers de fret de proximité arrivent en quatrième place des secteurs les plus à risque de défaillance en 2024.



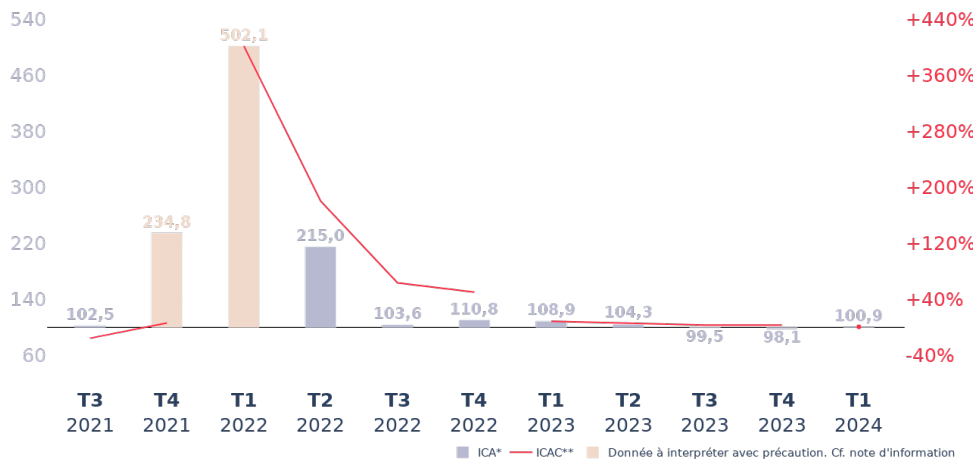
-6,9 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Restauration traditionnelle (5610A)

Les 3 219 restaurants traditionnels de l'échantillon ont vu leur CA croître légèrement au 1er trimestre 2024 (+0,9%). Pour Food Service Vision, qui publie sa Revue stratégique, le début d'année n'a effectivement pas été très porteur globalement pour le secteur en France. Si la fréquence des visites s'est maintenue sur les trois premiers mois de l'année, les clients ont toutefois arbitrés sur le contenu de leur repas : 56 % d'entre eux ont sacrifié au moins une composante (en majorité l'entrée). En dépit de ce démarrage en demi-teinte, Food Service Vision anticipe une hausse de CA pour le secteur en 2024, portée par une forte activité touristique et un maintien des flux professionnels ainsi qu'une inflation des cartes modérée voire stabilisée.



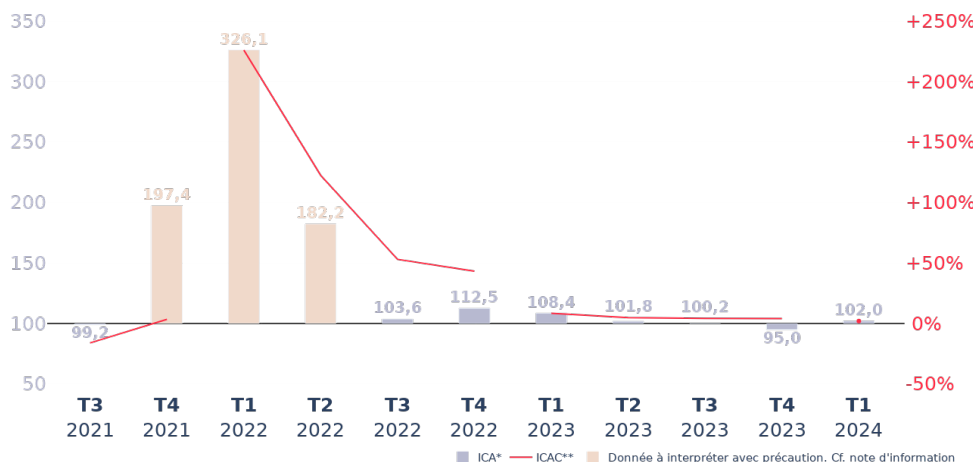
+0,9 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Débites de boissons (5630Z)

Les 921 débits de boissons de l'échantillon enregistrent une hausse de CA de 2% en valeur au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023. En dépit des tensions sur le pouvoir d'achat des ménages, l'année pourrait être globalement bonne pour le secteur dans la région avec la forte activité touristique prévue au printemps et à l'été.



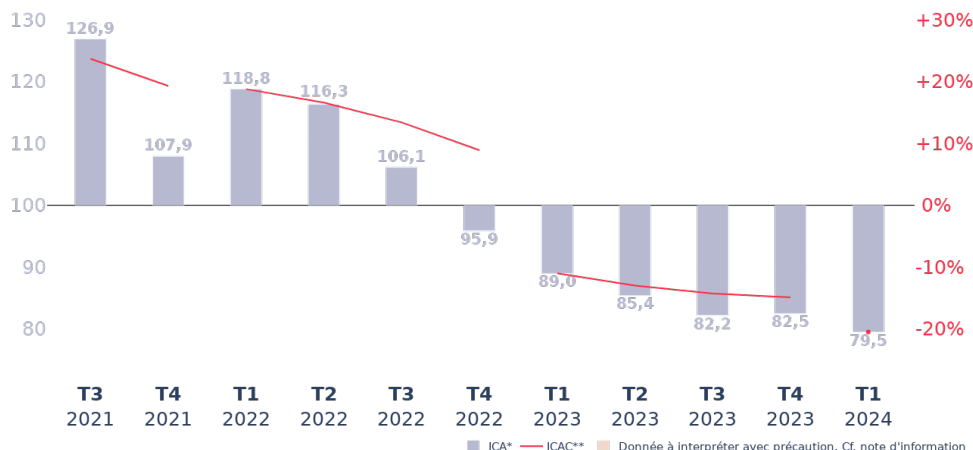
+2 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Agences immobilières (6831Z)

Les 2 092 agences immobilières de l'échantillon voient leur activité continuer de se dégrader, et ce, pour le 6e trimestre consécutif : -20,5% au 1er trimestre 2024 après -17,5% au 4e trimestre 2023. Selon le site Meilleurtaux, après avoir atteint un pic en fin d'année 2023, les taux d'intérêt sont sur une tendance baissière depuis le début d'année 2024 (3,9% sur 20 ans et 4% sur 25 ans). Les banques sont repassées dans une phase de conquête client et sont prêtes à faire des efforts. Toutefois, le nombre de transactions devrait baisser de 10% en 2024 selon la FNAIM (à 800 000 environ sur l'année). L'offre de biens disponibles se reconstitue et ne devrait plus constituer un frein mais la baisse des prix doit s'accélérer pour redonner du pouvoir d'achat aux acheteurs.



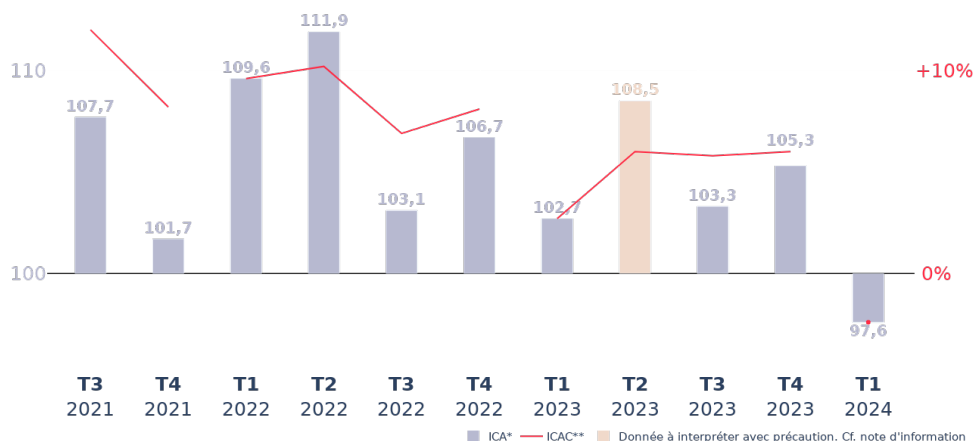
-20,5 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Services d'aménagement paysager (8130Z)

Les 1 309 entreprises des services d'aménagement paysager voient leur CA se réduire de 2,4% en valeur au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023. L'activité dépend pour partie de la situation du marché immobilier qui est actuellement très compliquée (-20,5% de CA au 1er trimestre 2024 pour les agences immobilières). Les professionnels du secteur pourront toutefois continuer à bénéficier sur l'année de la bonne dynamique des marchés publics en lien avec la végétalisation des villes.



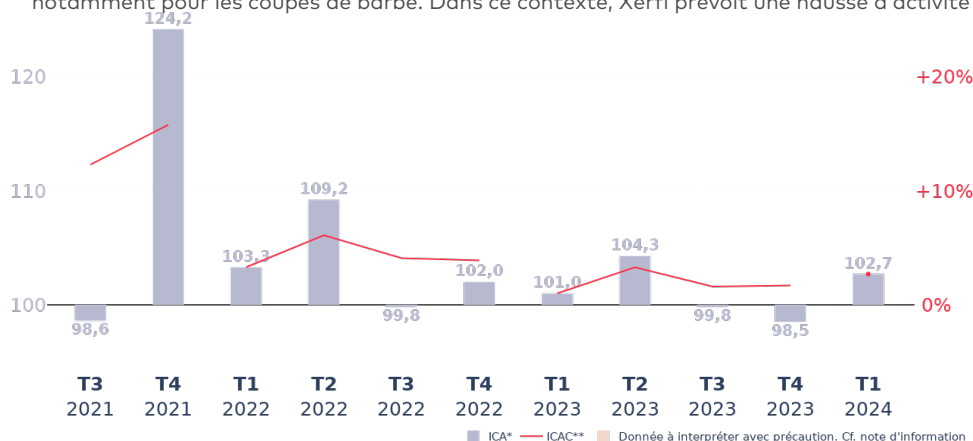
-2,4 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023



Coiffure (9602A)

Après baisse du précédent trimestre, les 1 711 entreprises de coiffure de l'échantillon voient leur activité repartir à la hausse au cours du 1er trimestre 2024 (+2,7%). Ce résultat s'inscrit dans la tendance des défaillances mesurée par Altarea : après avoir atteint des records début 2022 (+84%) puis début 2023 (+49%), le secteur parvient à limiter leur hausse à +5%. L'étude de marché Skema Conseil présente divers facteurs pouvant influencer positivement ou négativement sur l'activité : d'un côté, arbitrage des clients sur les dépenses, espacement des visites, impact du télétravail ou du « Do it Yourself », marché de plus en plus concurrentiel avec la coiffure à domicile, les chaînes low cost... Et de l'autre, l'émergence de nouveaux concepts et une diversification des services proposés (prestations forfaitaires de beauté, prestations haut de gamme ou spécifiques), mais également une nette hausse de la demande masculine, notamment pour les coupes de barbe. Dans ce contexte, Xerfi prévoit une hausse d'activité de 3% sur l'année.



+2,7 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2024 par rapport au 1er trimestre 2023

- Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.
- Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 75 000 entreprises au niveau régional. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.
- Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.
- Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.
- L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.
- Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.
- L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.
Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)
 - Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
 - Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.
- Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur www.bibliordre.fr

Infographie réalisée par :